

**QUELQUES ASPECTS DES RECHERCHES EN LANGUE ANGLAISE.
IDENTIFICATION DES THEMES ET DES EQUIPES**

Isabelle MILBERT

A bien des égards, les recherches urbaines en Afrique semblent divisées par les barrières linguistiques, sans qu'il y ait beaucoup de contacts entre les mondes anglophone et francophone. L'objet de cette communication est donc d'essayer de faire le point sur les travaux d'équipes anglophones, à propos de recherches touchant aux thèmes qui nous intéressent.

Il est indispensable de fixer tout de suite les limites de cette démarche. Je n'ai pu évaluer que ce qui est déjà publié, et parvenu dans les grandes bibliothèques françaises (principalement l'INED, la Fondation Nationale des Sciences Politiques, la base URBAMET et la base IBISCUS). Il ne peut donc y avoir d'analyses des recherches en cours. D'autre part, je me suis heurtée aux difficultés classiques dans ce genre de travail de synthèse : des documents précieux, tels que thèses, rapports gouvernementaux ou communications à des colloques sont souvent difficiles d'accès. Dans ces cas, je n'ai pu avoir connaissance de l'existence de ces documents que du fait de l'intérêt qu'ils suscitaient chez les chercheurs qui les prenaient en référence. Ces difficultés posent de manière très directe la question des limites existant actuellement en matière documentaire. L'objectif d'un meilleur accès futur à ces commandes qui restent confidentielles malgré l'intérêt de leur contenu, justifie en partie la création du centre INTERURBA Tiers-Monde à Bordeaux, en 1986.

1. LES THEMES DE RECHERCHE

A travers la documentation analysée (environ 40 livres et articles, publiés depuis moins de dix ans), il apparaît que plusieurs moments de la vie du migrant sont pris en compte par les chercheurs : le moment où est prise la décision de migrer, l'arrivée dans la ville et enfin le choix du mode de vie et, éventuellement, l'intégration dans la ville.

1.1. La décision de migrer

Dans la mesure où la plupart des études visent à des résultats en termes démographiques, l'approche la plus courante consiste à focaliser l'étude sur les familles ou les personnes, au moment où est prise la décision de migrer. Les enquêtes se concentrent souvent sur les caractéristiques du migrant : l'âge moyen, l'éducation, le sexe, le nombre, les caractéristiques familiales. Naturellement, la région d'origine et l'impact de la migration sur la zone rurale ou urbaine d'origine sont longuement étudiés, et les résultats de ces enquêtes sont directement utilisables pour décider des politiques publiques. Ainsi, A. ADEPOJU et J. CLARKE analysent cette mobilité à l'échelle de l'Afrique (in CLARKE et Alii, 1984).

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 26859 ex 2

Cpte : A

Au Nigéria, plusieurs études ont permis de dresser un tableau assez précis des flux de migrations. Ainsi, l'étude d'OLUSANYA effectuée dans cinq villages de l'Ouest du pays (1969) confirme que ce sont les jeunes adultes, plutôt éduqués, et plus souvent de sexe masculin, qui sont les premiers candidats à la migration. Il annonce que le rythme des migrations va s'accélérer, et que les causes de ces mouvements de population sont économiques. De manière plus originale, ces recherches d'ESSANG et de MABOWONKU (1974) partent de l'observation en milieu rural, mais « suivent » également les migrants dans la ville. Ils utilisent alors la méthode des interviews approfondies, avec un échantillon plus petit.

ADEPOJU (1982), à propos de toutes ces études sur le Nigéria, constate qu'elles se sont concentrées sur les lieux d'où partaient les flux les plus importants d'émigrants, et que de même ce sont les lieux d'immigration les plus importants (Lagos) qui ont fait l'objet d'études, au détriment des villes moyennes. En se concentrant sur six de ces villes moyennes, ADEPOJU montre la variété des raisons justifiant la migration et des motivations qui orientent le choix de la ville moyenne : l'emploi, bien sûr, mais aussi la proximité du village d'origine, « les lumières de la ville » parfois, et peu souvent les services éducatifs, car les migrants sont principalement des hommes jeunes qui désirent exercer leur force de travail.

Un certain nombre d'études se sont intéressées à la situation des femmes, qu'il s'agisse de leur rôle dans la prise de décision au moment de l'émigration, de leur statut social lorsqu'elles migrent, ou du rôle qu'elles jouent dans l'intégration au milieu urbain. Il existe une littérature assez riche, et la diversité des situations ne permet en aucun cas d'effectuer des généralisations à l'échelle africaine. V.N. THADANI et TODARO (1978) montrent bien la diversité des attitudes sociales vis-à-vis de la migration des femmes, du Nigéria (LEVINE 1966) au Ghana (CALDWELL, 1968, 1970), où cette pratique est admise, au contraire du Kenya (ROSS, 1975). En Zambie la régulation stricte de la migration des femmes semblait être une tentative pour préserver une stabilité tribale (LITTLE, 1973, p. 18-20), mais P. NAG (1983) souligne également le rôle important que jouent les femmes dans la prise de décision concernant une migration vers la ville. L'une des études les plus récentes et les plus approfondies sur les femmes migrantes (OKOJIE, 1984) signale que, à propos des migrations dans l'Etat de Bendel, la plupart des femmes vont à la ville pour accompagner leur famille, et que seulement 7 % d'entre elles étaient parties pour travailler. A Nairobi, W. ELKAN (1985) montre, sur la période des années cinquante aux années soixante-dix, le nombre relativement faible d'épouses qui accompagnent leur mari venu travailler à la ville, ce qui induit une forme plus temporaire de migration et la persistance de liens très forts avec le village d'origine.

La diversité des approches culturelles de la migration conditionne l'insertion du migrant, dans son milieu d'origine aussi bien que dans la ville. Il faut mentionner, à ce propos, le travail d'Harold OLOFSON sur les différentes catégories de mobilité, marquées dans le vocabulaire par les Haoussa du Nigéria. OLOFSON (1985) analyse les différents concepts de mobilité spatiale des Hausa, des mieux acceptés, jusqu'aux « démarches illégitimes ».

1.2. L'arrivée dans la ville

Un deuxième moment de la vie du migrant est souvent pris en considération : c'est l'arrivée dans la ville. Le lieu de destination dans la cité, le choix de l'habitat, l'existence de liens souvent forts avec de la famille ou des amis, qui éventuellement accueillent le nouvel arrivé, sont des éléments essentiels dont dépend souvent l'insertion future des migrants dans la ville. Cependant cet « accueil » revêt une variété de formes. J.W. MUWONGE (1980) montre bien comment le flux migratoire s'adapte tant bien que mal aux contraintes d'habitat existantes à Nairobi. L'enquête menée auprès de 1 350 personnes montre que seulement 30 % d'entre elles se sont installées à leur arrivée dans la ville chez des parents ou des amis. L'auteur n'en déduit pas que les liens traditionnels avec la famille et le village sont en train de s'estomper, mais d'après lui les conditions de vie quotidienne sont tellement difficiles du fait de l'exiguïté des espaces, que l'on essaie d'aider le nouvel arrivé sous d'autres formes qu'en le logeant. Même si cela signifie une dépendance financière accrue pendant quelques mois, les nouveaux arrivés sont donc encouragés à chercher tout de suite un logement à louer, souvent dans la zone « intermédiaire » de Nairobi qui inclut la plupart des quartiers pauvres et qui n'est pas trop éloignée des zones d'emploi. Cette procédure contraste avec les observations de LESLIE à Dar-es-Salam et de CALDWELL au Ghana. LESLIE écrivait en 1963 : « Pratiquement chaque africain qui décide de venir à Dar-es-Salam arrive à une adresse connue, où vit une relation connue. Cette relation va le recevoir, l'installer chez lui, le nourrir, lui montrer comment se débrouiller, l'aider à trouver un travail, pendant des mois si nécessaire, jusqu'à ce que le nouvel arrivant se lance seul et loue une habitation ». REMPEL confirme, dans son étude sur le Kenya, que la famille joue un rôle déterminant dans la recherche d'un premier emploi en ville.

Un débat reste en suspens : l'importance des liens des anciens migrants avec la communauté du village d'origine conditionne-t-elle l'accès relativement facile des candidats à la ville ? Les cas étudiés au long des années par des chercheurs tels que T.S. WEISNER (1969) ou G. FERARO (1971) et W. ELKAN (1985) à Nairobi semblent montrer que plus les liens avec le monde rural sont maintenus étroitement, plus la « circulation » de travailleurs se produit aisément. Weisner en conclut que la manière la plus heuristique de considérer la famille de citadins de Nairobi est de la considérer comme une famille « étendue » avec un pôle à Nairobi et un autre pôle en zone rurale (Weisner 1969 p. 1 016). Peut-on aller jusqu'à dire que plus la fidélité du migrant à son milieu d'origine est forte, plus l'insertion dans le milieu urbain est aisée ?

C. MITCHELL (1970) distingue ainsi trois types de « groupes solidaires » de ruraux émigrés en ville, dont l'apparence est la même, mais qui sont soutenus par des réseaux d'origine différente :

« Le groupe solidaire est composé de personnes qui se connaissaient en milieu rural avant d'émigrer, et dont les liens dans la ville sont renforcés à travers des relations intenses et communes avec les amis et la famille demeurés en zone rurale. Ces « relations intenses » sont celles dans lesquelles les individus sont préparés à honorer des obligations ou se sentent libres d'exercer les droits impliqués par ces liens ;

- le groupe solidaire est composé de personnes qui se connaissaient en zone rurale avant d'entreprendre la migration, qui continuent cette association à travers des relations intenses du type « réseau », dans la ville, mais dont les amis et la famille ne sont pas susceptibles de se connaître en milieu rural. (...)
- le groupe solidaire est composé de gens qui ne se connaissaient pas en milieu rural et dont les amis et la famille demeurés en zone rurale ne sont pas susceptibles de se connaître entre eux. Le groupe peut être constitué à travers une association à base ethnique. Les relations entre membres seront probablement moins intenses et la probabilité de circulation des foyers ruraux vers les bassins d'emploi est directement liée à l'interrelation et à l'intensité des réseaux sociaux existant dans les deux localisations ».

Les documents auxquels nous avons eu accès font rarement mention des secteurs économiques dans lesquels s'insèrent les migrants lorsqu'ils arrivent en ville : secteur informel « porte d'entrée » de l'emploi urbain, accès direct au secteur organisé... Cependant, C.E.E. OKOJIE montre à propos de la ville de Bénin, au Nigéria, que les migrants les plus récents se concentrent dans le secteur de production le plus moderne, sans doute parce qu'ils sont mieux éduqués et plus jeunes, et que leur qualification répond à la demande industrielle. A Bénin, le statut de migrant n'est donc pas associé à des emplois peu qualifiés et mal considérés. L'insertion dans le marché du travail dépend complètement de la qualification. Ces résultats contrastent avec des études faites à Khartoum (OBERAI, 1977), où les migrants les plus récents effectuent les emplois les plus durs et les moins valorisants, mais accèdent avec le temps à des emplois meilleurs. En ce qui concerne les femmes, C.E.E. OKOJIE montre que le marché du travail les intègre sans difficulté, ce qui est souvent indispensable lorsque leur mari a de faibles revenus. Les salaires féminins sont bas, qu'il s'agisse de migrante ou pas, du fait de leur faible niveau éducatif. Ceci est vrai aussi bien dans le secteur organisé que dans le secteur informel. Les femmes migrantes ne sont pas sur-représentées dans le secteur informel ou dans le secteur traditionnel, ni dans les activités à faible qualification.

Toujours à propos des activités des femmes, une autre recherche menée au Zimbabwe après 1980 (DRAKAKIS-SMITH, 1984) montre le dynamisme de l'emploi féminin dans les changements socio-économiques qui ont suivi l'Indépendance. Les femmes ont longtemps été tenues à l'écart par la politique réservant aux hommes des foyers de travailleurs dans les villes. L'intégration des femmes dans le secteur organisé est encore très limitée, tandis qu'on note une expansion très rapide de leur rôle dans le commerce, le plus souvent dans le cadre informel.

R.H. SABOT, dans son étude sur les tendances longues du développement économique et les migrations urbaines en Tanzanie, (SABOT, 1979) essaie de dégager l'évolution des écarts de salaires susceptibles de justifier les migrations. REMPEL (1981, p. 93) analyse lui aussi longuement les différences de revenus entre les zones rurales et urbaines au Kenya. Il constate que les migrants acceptent souvent un premier emploi nettement en-dessous de leur qualification. Les migrants sont payés moins, à travail égal, que les autres travailleurs ;

leur revenu moyen est donc inférieur à la moyenne des revenus urbains, et supérieur à la moyenne des revenus ruraux. Cependant, le niveau de chômage paraît à peu près le même entre les deux groupes.

L'arrivée en ville, suivie de l'obtention d'un emploi, ne donne pas forcément lieu à une « insertion » à long terme, c'est-à-dire à une intégration. Il peut simplement s'agir d'une migration temporaire, purement économique, comme par exemple la décrit C. MITCHELL (1985, p. 46) à propos des travailleurs sud-africains. C. MITCHELL souligne la difficulté pour recenser ces migrations « circulaires », qui ne peuvent être mesurées que par des études effectuées à l'échelle micro-économique. Les études utilisant les recensements ou les enquêtes démographiques lourdes détectent rarement ce type de mobilité, parce qu'elles utilisent des types de questions définis en Occident : « Les migrants temporaires sont très difficiles à repérer dans un échantillonnage en milieu urbain, parce qu'ils deviennent rarement des résidents urbains à part entière, et donc ils n'apparaissent pas dans les statistiques officielles, qui sont souvent utilisées comme base de l'échantillonnage. De même il arrive qu'ils n'aient pas de résidence permanente, et en conséquence, ils ne seront pas détectés dans les études sur le logement urbain ».

1.3. L'insertion du migrant dans la ville

Tout se passe comme si les recherches devenaient beaucoup plus difficiles, lorsqu'il s'agit de comparer les conditions d'habitat, le salaire, la situation de famille du migrant une fois installé, avec son compatriote un peu plus anciennement arrivé, ou avec le citoyen d'origine. On aperçoit « le migrant » dans de nombreuses études sur le secteur informel, la santé, l'emploi, la réhabilitation de bidonvilles. On tente alors d'analyser le rôle des politiques publiques sur la migration, ou par exemple, le rôle du secteur informel comme « structure d'accueil » du migrant en milieu urbain (cf. SETHURAMAN). Mais la situation particulière du migrant ne fait que rarement l'objet d'une analyse différenciée par rapport au non-migrant. L'examen de ce moment de la vie du migrant est donc difficile : les études urbaines ne prennent que rarement en compte le migrant, puisqu'en général il se fond dans la population, et ne considèrent souvent que le flux démographique, le déficit en logements... (cf. OBUDHO, 1984, MEMEON, 1982). Il arrive même que les études urbaines fassent preuve d'a priori par rapport à la situation des migrants, en contradiction avec les recherches menées parallèlement.

Cependant, une étude d'ADEPOJU (1982) sur les villes moyennes au Nigéria tente avec beaucoup de détails de répondre aux questions sur le mode de vie du migrant dans la ville. Bien que les résultats ne soient pas généralisables à l'Afrique ni même au Nigéria, il est intéressant de décrire la méthode menée pour cette recherche.

Le choix des indices de niveau de vie fait dans l'étude est le suivant : propriété du logement, niveau de revenu, accès aux services urbains (électricité, eau, égouts), salles de bain, cuisines, télévision et radios. Les conditions de vie des migrants ont été comparées à celles des non-migrants. Parmi les migrants, ADEPOJU a établi une distinction entre les migrants d'origine rurale et ceux d'origine urbaine.

En ce qui concerne la propriété du logement, trois cas ont été retenus : le logement en propriété, le logement loué et le logement occupé sans loyer.

Dans toutes les villes étudiées, les non-migrants sont largement majoritaires en ce qui concerne la propriété du logement (entre 6 et 17 % des familles étaient propriétaires de leur logement, dans ces villes). Il en est de même en ce qui concerne l'occupation sans loyer. En effet les trois-quarts des migrants vivent dans des logements loués. Il semble que les migrants fassent presque toujours le choix d'une construction dans leur village d'origine, si la question d'un investissement dans le logement se pose.

A propos du taux d'occupation des logements, la densité d'occupation semble beaucoup plus forte chez les migrants (souvent trois ou quatre personnes par pièce). Ceci s'explique facilement du fait de l'habitude de loger la famille ou les amis du village, lorsqu'ils sont de passage ou qu'ils migrent eux-mêmes à la ville.

La qualité des maisons apporte également un éclairage sur les modes de vie. On peut distinguer les maisons de torchis, avec des toits de paille, quelquefois avec des toits de tôle. Ces constructions disparaissent rapidement, sauf dans certains centre-ville traditionnels. Les migrants sont moins nombreux que les non-migrants dans ce type de maisons. De loin, ce sont les maisons peintes ou blanchies qui ont la préférence. Elles sont en général construites en ciment, et quelquefois en pierre. Il s'y trouve plus de migrants que de non-migrants. On retrouve la même constatation pour la plupart des services : les migrants en ont une part souvent plus importante.

Dans le cas observé au Nigéria, contrairement à ce qui aurait pu être attendu, le niveau de vie des migrants venant s'installer dans les villes moyennes est tout à fait comparable, et souvent supérieur, à celui des habitants d'origine. Cette situation contraste avec celle des villes-capitales, où les migrants s'installent comme squatters en périphérie urbaine.

ADEPOJU explique cette situation par le processus de migration concernant les villes moyennes. Les habitants d'origine, lorsqu'ils ont reçu une éducation, ont tendance eux-mêmes à émigrer vers les villes les plus importantes. Leur place est invariablement prise par les immigrants, qui peuvent également venir d'autres villes moyennes moins dynamiques économiquement. Dans ce processus sélectif, la population « sédentaire », souvent installée dans le vieux cœur de la ville, se trouve avoir un statut socio-économique inférieur à celui des migrants. Cette situation est différente dans la capitale, où le niveau d'éducation et le statut économique des habitants est élevé. Au Nigéria, éducation, emploi et revenu sont très fortement corrélés, surtout dans le secteur organisé, ce qui naturellement influence les modes de vie.

Dans cette étude, les indicateurs indirects qui ont été choisis, et la volonté comparative de l'auteur viennent alimenter le débat qui a lieu au Nigéria, et nuancer les affirmations selon lesquelles (cf. F. DUROJAYE-OYEKANMI, 1985, p.160), les migrants sont assimilables aux urbains pauvres.

1.4. Les politiques publiques et les migrations

Enfin, il faut prendre en compte les recherches menées sur les politiques publiques ayant trait à la migration. Il est à peu près unanimement reconnu que les politiques coercitives ont été un échec. Les mesures sont très liées aux choix de développement rural et d'aménagement urbain. Qu'il s'agisse de développement rural, de promotion de la petite entreprise, de promotion du logement, de développement industriel et urbain, de planification urbaine, de promotion de nouveaux quartiers ou de politique des pôles secondaires, toutes ces politiques vont influencer sur la décision des candidats à la migration.

A ce titre, les enquêtes menées par le Secrétariat des Nations-Unies en 1976 et en 1978 montrent bien que presque tous les pays africains sont préoccupés par les problèmes de répartition spatiale de la population et de migration, alors que les attitudes vis-à-vis du taux de croissance de la population varient considérablement.

Environ les deux-tiers des pays africains mènent des politiques visant à un ralentissement des flux migratoires. Certains n'ont pas de politique visant à modifier ces courants. Mais il n'est aucun pays qui vise à une accélération des flux migratoires intérieurs, quelles que soient les zones de départ et les zones d'arrivée.

Ceci dit, les différentes politiques annoncées pour contrôler ces flux migratoires sont rarement mises en oeuvre. Dans les pays socialistes, tels que la Zambie, le Mozambique, la Tanzanie et la Somalie, une série de programmes ont été lancés afin d'encourager les jeunes ou les adultes, soit à rester en zone rurale, soit à y revenir : projets agricoles, camps de jeunes, regroupement de villages. Dans les pays à économie de marché, les politiques visant à la redistribution spatiale de la population tentent parfois de stimuler la croissance de pôles de développement urbain, en offrant des incitations économiques, telles que des logements à faible coût et des opportunités d'emploi, comme cela est le cas au Nigéria.

Les programmes d'aménagement urbain visent parfois à élargir la base socio-économique des villes, de sorte à tolérer l'influx des migrants. Une politique qui y est associée consiste à augmenter les opportunités d'emploi et à diminuer le sous-emploi, tout en investissant dans les infrastructures à caractère social. Dans d'autres pays, où les migrants se concentrent de manière disproportionnée dans la capitale, les gouvernements essaient, pour des raisons stratégiques aussi bien que politiques, de détourner le flot de population migrante vers des zones moins denses, ou transfèrent leur capitale vers l'intérieur (cf. DODOMA, en Tanzanie, ou ABUJA, au Nigéria).

Presque tous les pays prêchent l'idéal du « retour à la terre ». Quelques pays, qui connaissent un taux de chômage important dans les villes, surtout parmi les jeunes «laissés pour compte» du système scolaire, ont créé des camps de jeunes (Somalie, Zambie) ou des projets de fermes agricoles (Nigéria, Ghana). Cependant, les résultats mitigés montrent assez clairement que ce type de politique exige de très gros moyens, puisqu'elles doivent être accompagnées de création d'emplois, d'infrastructures sociales et de services, et d'une formation spécifique à l'agriculture.

La description faite de ces politiques publiques par A. ADEPOJU (1982, p. 42), à propos du Nigéria, montre comment le gouvernement a tenté d'influer sur les migrations. Dans un contexte libéral, et où il ne semble pas y avoir de préjugé défavorable contre la ville, les gouvernements successifs ont essayé depuis l'Indépendance de promouvoir le développement rural, aussi bien que de répondre à la très rapide augmentation de la population urbaine: création d'infrastructures (routes, adductions d'eau), qui sont aussi des activités créatrices d'emploi, construction de logements (les loyers constituent en moyenne 40 % des revenus des travailleurs), encouragements aux industries créatrices d'emploi.

REMPEL (1981) insiste sur le rôle des grandes entreprises, en particulier des grandes compagnies étrangères, dans les orientations de l'emploi urbain et les processus de migration.

2. LES EQUIPES ANGLOPHONES

Il est frappant de constater la dispersion géographique des équipes de langue anglaise travaillant sur ce thème.

Sur le continent africain, nous distinguerons trois pôles : les chercheurs travaillant au Nigéria, qui constituent une importante équipe et qui produisent beaucoup de recherches correspondant bien à l'orientation prise à l'occasion du présent séminaire.

Il existe d'autre part un grand dynamisme à Nairobi, certainement encouragé par « l'environnement » favorable créé par l'UNCHS. Cependant, les équipes travaillant à l'Université de Nairobi ou associées semblent se préoccuper plus des politiques urbaines, et des projets d'aménagement urbain, que de l'insertion des migrants dans la ville.

Un dernier centre se trouve au Caire, grâce au Cairo Demographic Center, qui essaie au fil des années de poursuivre une politique de séminaires et de publications des actes de ces rencontres. Une approche très démographique, souvent basée sur des recensements (cf. le bulletin n° 9) semble faire place à une approche plus large, portant sur l'emploi et le revenu du migrant dans la ville (n°15).

Hors d'Afrique, il est impossible de dresser une « carte » des équipes qui ne soit pas une multitude de points correspondant à une douzaine d'universités et de centres de recherche nord-américains, (principalement le Population Center, l'Université de New-York, l'Université de Pennsylvania...), à quelques universités anglaises (Birmingham, Liverpool, Londres, IDS...) et à quelques centres situés en Scandinavie (Uppsala, Suède), ou en Suisse (IUED).

Ces chercheurs connaissent visiblement bien les travaux publiés par leurs collègues dans les différents pays d'Afrique anglophone. Les revues qui sont les supports de leurs publications ne sont pas vraiment nombreuses, la liste non limitative en serait la suivante :

- Canadian Journal of African Studies
- Third World Planning Review
- World Development

- Africa (London)
- The Journal of Developing Areas
- Population Geography
- International Review of Modern Sociology
- The Journal of Modern African Studies.

Au-delà de ces réseaux de publication et des grands colloques sur la population africaine, il m'est impossible de dire si ces équipes entretiennent entre elles un réseau actif d'échanges scientifiques. C'est certainement le cas, entre les grandes universités africaines (Université de Lagos, de Nairobi) et certaines Universités anglaises et nord-américaines, dans le cadre de la coopération entre ces pays (enseignement, formation, publications). Cela est moins sûr entre équipes africaines et entre équipes occidentales.

Ceci nous amène à une amère constatation. Les écrits en langue française, fort nombreux, qui sont parfois les seuls travaux de recherche sur certains pays francophones, ne sont à peu près jamais pris en référence. La barrière de la langue est ici bien réelle.

En conclusion, une proposition pourrait être de chercher à promouvoir plus systématiquement les résultats des recherches les plus novatrices, en les traduisant et en les faisant publier dans des revues de langue anglaise. Interurba peut contribuer à cet objectif de désenclavement, du fait de son insertion dans les réseaux de recherche européens.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- ADEPOJU A., 1974 : Migration and socio-economic links between urban migrants and their home communities in Nigeria. Africa, octobre.
- ADEPOJU A., 1982 : Medium sized towns in Nigeria research and policy prospects. UNESCO, selected studies on the dynamics, patterns and consequences of migrations, IV n° 53.
- AMIS Ph., 1986 : Squatters or tenants : the commercialization of unauthorized housing in Nairobi. World Development (Grande Bretagne), (12).
- BARNUM M. et SABOT R.M., 1976 : Migration, education and urban surplus labour. The case of Tanzania O.C.D.E., Employment series n° 13.
- BERNSTEIN M., 1981 : Population and labour publicies program. Working paper n° 101. BIT, Genève, 25 p.
- CAIRO DEMOGRAPHIC CENTER, 1984 : Research Monograph n° 9 et n° 15. Aspects of population change and development in some African and Asian countries. (monographies sur Nairobi, Dar es Salam, Monrovia, l'Ethiopie, le Cameroun, l'Egypte, basées sur des recensements ou enquêtes - 1500 échantillons).
- CLARKE J.I., KHOGALI M. et KOSINSKI L.A., 1985 : Population and development projects in Africa. Cambridge University Press, Cambridge.
- DRAKAKIS-SMITH D.W., 1987 : changing economic role of women in the urbanization process. A preliminary report from Zimbabwe. International migration review, vol. XVIII, n° 4, pp. 1278-1291.
- DUROJAIYE OYEKANMI F., 1985 : Demographic pressure and housing conditions in Lagos (Nigeria). Communication. International Population Conference. Florence. Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population, T III, pp. 155-166.
- EGERO B., 1977 : Migration and underdevelopment. A general discussion with examples from Africa and Tanzania. Population and underdevelopment. University of Helsinki, pp. 25-50.
- KOSINSKI L.A. et PROTHERO R.M. (Ed.) - People on the move. Studies on internal migration. Methnem, London, 392 p.
- LOBBAN R., 1977 : The dialectics of migration and social associations in the urban Sudan. The International Journal of Sociology. 1977, pp. 99-120.
- MASSER I. et GOULD W.T.S., 1975 : Inter-regional migration in Tropical Africa. Special publication n° 8, London, Institute of British Geographers. 107 p.
- MEMON P.A., 1982 : The Growth of low-income settlements. Planning response in the peri-urban zone of Nairobi. Third World Planning Review, may , vol. IV (2), pp. 145-158.
- MONSTED M. et WALJI P., 1978 : A demographic analysis of East Africa. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala.

- MUWONGE J.W., 1980 : Patterns of low income settlements and mobility in Nairobi, Kenya. Africa Demography Working papers n° 4. Population Studies Center, University of Pennsylvania. Octobre, 20 p.
- NAG P., 1983 : The role of women in internal migration in Zambia. Population geography vol. 5, june-december , pp. 60-69.
- OBUDO R.A., 1984 : National urban and regional planning policy in Kenya. Third World Planning Review, USA, vol. 6 n° 4, november, pp. 363-387.
- OKOJIE C.E.E., 1984 : Female migrants in the urban labour market : Benin city, Nigeria. Canadian Journal of African Studies, vol. 18 n° 3, pp. 547-562.
- OLAYEMI O.A., 1979 : Movements of population from urban to rural areas of Yoruba towns, Nigeria. Genève - Afrique, I.U.E.D., vol. 17 n° 2, pp. 66-82.
- PROTHERO R.M. et CHAPMAN M. (ed.), 1985 : Circulation in Third World Countries. Routledge and Kegan Paul, London.
- Voir en particulier les contributions de :
- ELKAN W. : Is a proletariat emerging in Nairobi ? pp. 368- 381.
- MITCHELL J.C. : Towards a situational sociology of wage labour circulation, pp. 30-55.
- OLOFSON H. : The Hausa wanderer and structural outsiderhood. pp. 55-75.
- REMPEL M. : The determinants of rural to urban labour migration in Kenya. Center for International Studies, M.I.T., Cambridge (Mass.), 40 p.
- REMPEL M., 1981 : Rural urban labour migration and urban unemployment in Kenya. International Institute for Applied systems analysis. Luxemburg, Austria, oct.
- RICHARDSON H.M., 1980 : An urban development strategy for Kenya. The Journal of Developing Areas. Western Illinois University vol. I (15), oct, pp. 97-118.
- SABOT R.M., 1979 : Economic development and urban migration. Tanzania 1900-1971. Claxendon Press, Oxford, 270 p.
- THADANI V.N. et TODARO M.P., 1978 : Towards a theory of female migration in developing countries. May. The population Council, 36 p.
- THADANI V.N., 1982 : Social relations and geographical mobility male and female migration in Kenya. The Population Council, 68 p.
- TORKI F.G., 1984 : Occupational mobility of primary male migrants to urban areas in Egypt. Population Bulletin of ECWA n° 25, dec., Bagdad.
- WHITE P., WOODS R. (Ed.), 1978 : The geographical impact of migration. New York, Longman, 245 p.
- ZACHARIAH K.C. et CONDE J. : Migration in West Africa. Demographic aspects. World Bank, O.C.D.E., Oxford University Press.